

Dépêche No. 95 | 1 juin 2016

## Les priorités des Gabonais: L'éducation, la santé, les infrastructures routières

**Dépêche No. 95 d'Afrobaromètre | Euloge Makita-Ikouaya, Pamela Sandrine Tsogo Mouendinguy, et Elza Nauria Yamba Namadia**

### Résumé

Le développement des pays passe par une combinaison à la fois des plans nationaux et ceux des partenaires au développement. Si à ce jour les résultats des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) restent discutables, les Nations Unies ont déjà adopté les nouveaux Objectifs de Développement Durable (ODD), qui visent, entre autres, à éliminer la pauvreté, parvenir à la sécurité alimentaire, et garantir à tous une vie prospère et un accès équitable en eau, à une éducation de qualité, et à une énergie moins chère et fiable.

Pour atteindre les objectifs fixés par les Nations Unies, le Gabon doit compter sur ses ressources pour bâtir une économie viable largement tributaire à ce jour de l'exploitation des ressources primaires (bois, minerais, et surtout pétrole). Or, depuis 2014, l'économie gabonaise est fortement marquée par la chute du prix du pétrole, qui se traduit par une baisse des recettes du pétrole d'environ 250 milliards de francs CFA sur une prévision de la loi de finance qui se tablait à 600 milliards de francs CFA.

Pour se prémunir de la baisse inéluctable de la production et des cours du pétrole et pour stimuler à la hausse la croissance, les pouvoirs publics ont, depuis 2009, opté pour la diversification de l'économie en se dotant d'un « Plan Stratégique Gabon Emergent ».

S'il est de plus en plus admis que les plans de développement doivent tenir compte des principales priorités des citoyens, la récente enquête d'Afrobaromètre au Gabon donne l'opinion des Gabonais quant aux problèmes qu'ils considèrent les plus importants et déclinent leurs priorités d'investissement additionnels des ressources.

Ainsi, selon les Gabonais, les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont essentiellement la santé, l'éducation, le chômage, et les infrastructures routières.

Aussi, deux-tiers des Gabonais déclarent que si le gouvernement devait faire des d'investissements additionnels, la priorité doit être accordée à l'éducation et à la santé.

Par ailleurs, plus de deux-tiers des Gabonais jugent négative la performance du gouvernement dans les secteurs de santé, d'éducation, et d'entretien des infrastructures routières.

### L'enquête Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherche panafricain et non-partisan qui mène des enquêtes d'opinion publique sur la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et d'autres questions connexes dans plus de 30 pays en Afrique. Cinq séries d'enquêtes ont été réalisées entre 1999 et 2013, et les résultats des enquêtes du Round 6 (2014/2015) sont actuellement en cours de dissémination. Afrobaromètre mène des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale de 1.200 ou 2.400 répondants.

L'équipe Afrobaromètre au Gabon, dirigé par le Centre de Recherche en Géoscience Politique et Prospective, a interviewé 1.200 adultes gabonais en septembre et octobre 2015. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3% à un niveau de confiance de 95%. C'est la première fois que les enquêtes Afrobaromètre sont menées au Gabon.

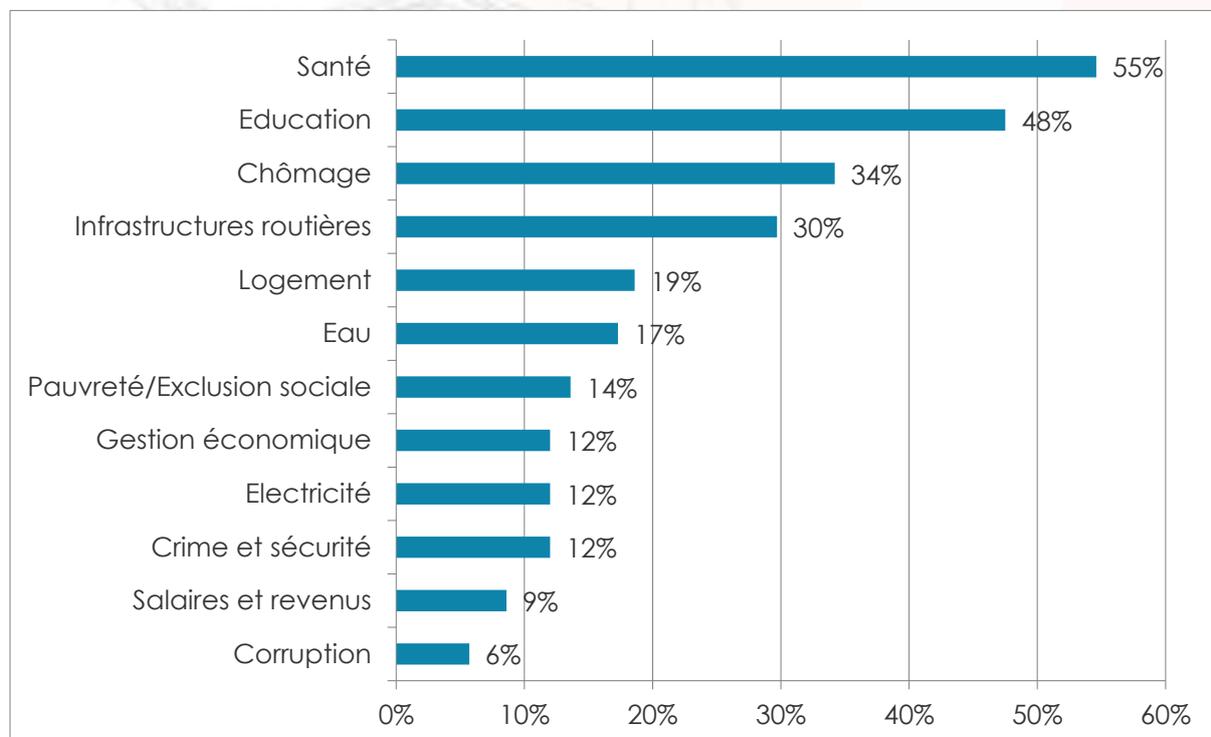
## Résultats clés

- Les Gabonais pensent que les problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer sont la santé (cité par 55% de répondants), l'éducation (48%), le chômage (34%), et les infrastructures routières (30%).
- En cas d'investissements additionnels du gouvernement, les Gabonais accordent premièrement la priorité à l'éducation (45%), puis à la santé (29%) et aux infrastructures routières (14%).
- Les Gabonais jugent mal la performance du gouvernement dans les trois secteurs prioritaires (éducation (68%), santé (61%), infrastructures routières (65%).

## Les problèmes prioritaires

Lorsque les Gabonais ont été invités à se prononcer sur « les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer » et autorisés à fournir jusqu'à trois réponses, la réponse la plus fréquente est la santé (cité par 55% de répondants), suivis par l'éducation (48%), le chômage (34%), et les infrastructures routières (30%) (Figure 1).

**Figure 1: Problèmes prioritaires | Gabon | 2015**



**Question posée aux répondants:** A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer?

**NB:** Chaque répondant pouvait donner jusqu'à trois réponses. La figure montre les pourcentages de répondants qui identifient chaque thématique comme un des trois problèmes prioritaires de leur pays.

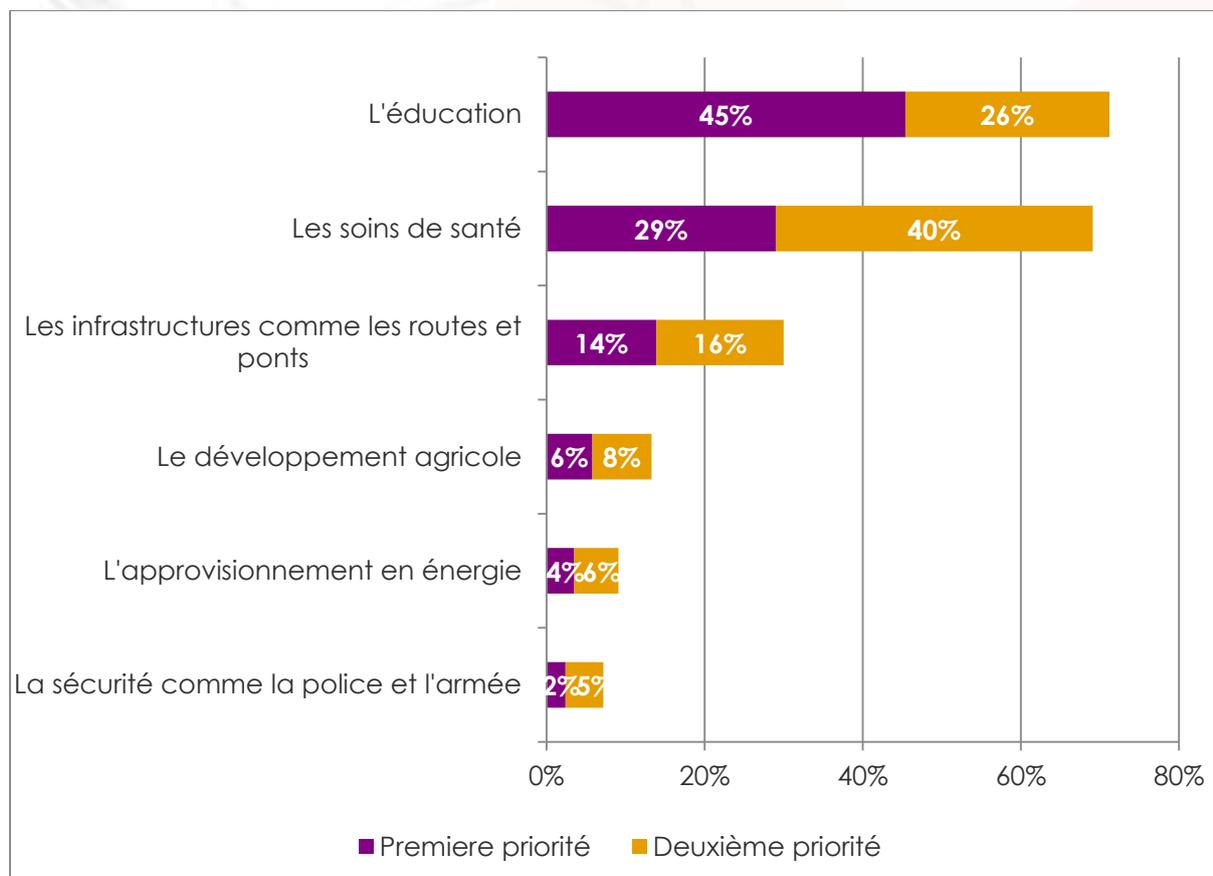
Ces problèmes sont suivis par un ensemble de services gouvernementaux à savoir le logement (19%), l'eau (17%), et l'électricité (12%). Ces services sont intercalés par la situation sociale (pauvreté/exclusion sociale (14%)) et la gestion économique (12%). Un autre problème important apparaît celui des crimes et sécurité (12%).

### Investissements additionnels prioritaires

En ce qui concerne les investissements additionnels prioritaires, il a été demandé aux enquêtés lequel de six secteurs principaux où le gouvernement est un acteur majeur ils prioriseraient s'il fallait accroître les dépenses gouvernementales: santé, éducation, agriculture, approvisionnement en énergie, insécurité, ou infrastructures. (Bien que le chômage ait été identifié par beaucoup comme l'un des problèmes les plus sérieux, il n'a pas été inclus dans la liste des options pour l'investissement additionnel parce qu'il ne relève pas fondamentalement d'un service gouvernemental. Pour une analyse du problème du chômage au Gabon, veuillez voir la Dépêche No. 96 à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).)

Les Gabonais déclarent que les secteurs d'investissement prioritaire sont l'éducation (cité par 45% comme première priorité et 26% comme deuxième priorité) et la santé (29% première, 40% deuxième priorité) (Figure 2). Les infrastructures comme les routes et les ponts suivent en troisième place (14% et 16%). Même si le Gabon est un pays importateur des produits de consommation, le développement agricole n'apparaît que très faiblement (6% et 8%), tout comme le sont l'approvisionnement en énergie (4% et 6%) et la sécurité comme la police et l'armée (2% et 5%).

**Figure 2: Investissements additionnels prioritaires | Gabon | 2015**



**Question posée aux répondants:** À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? Lequel serait la seconde priorité?

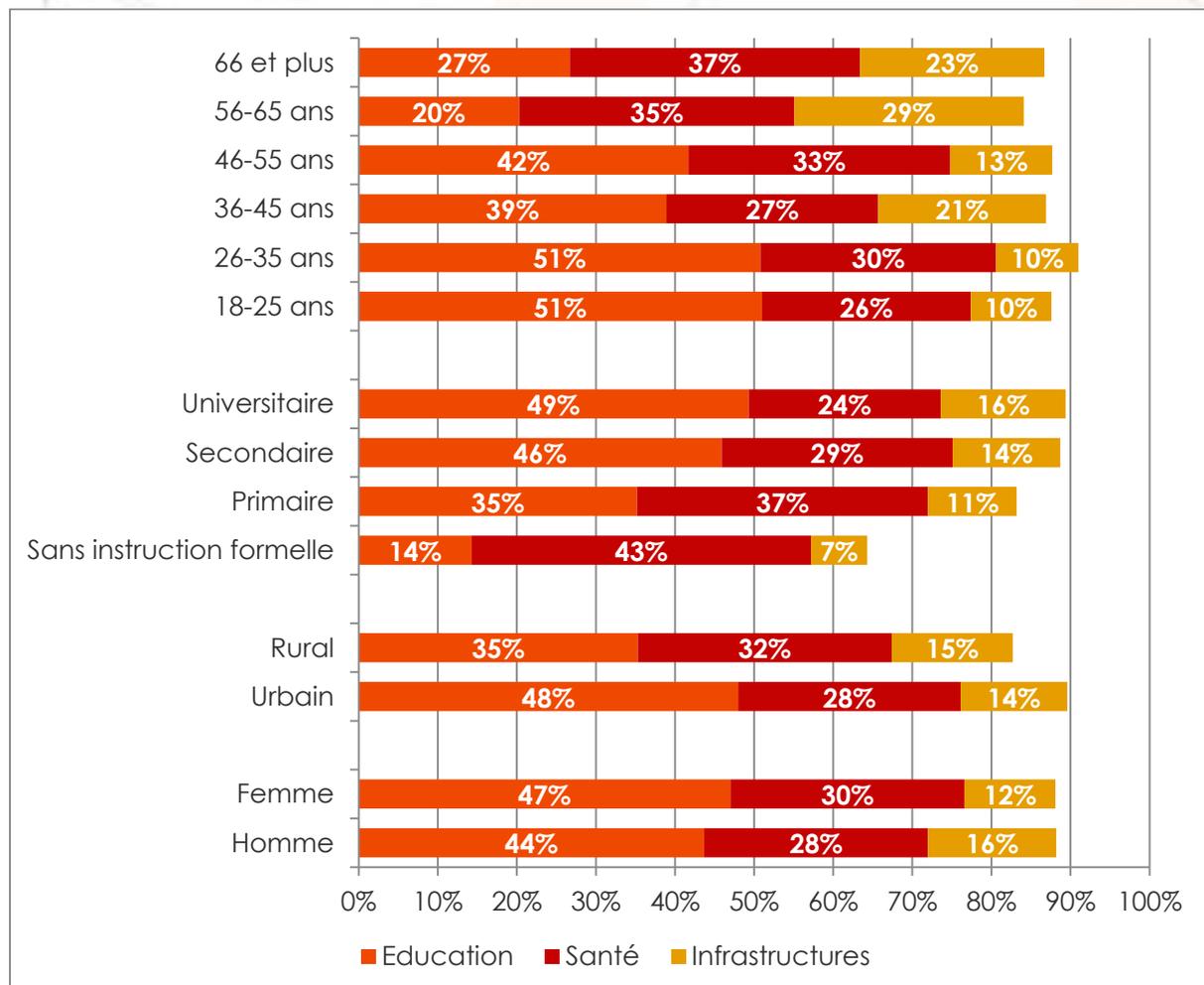
L'accent relatif que les citoyens mettent sur les priorités d'investissement varie selon leur âge, éducation, milieu urbain ou rural de vie, et sexe (Figure 3). Si on regarde la première priorité seulement, les jeunes (18-35 ans) mettent beaucoup plus d'accent sur l'éducation (51%) que les répondants plus âgés.

Lorsqu'on considère le niveau d'instruction, les personnes sans instruction formelle ou avec un niveau primaire accordent leur première priorité à la santé (43% et 37%, respectivement), alors que ceux qui ont un niveau secondaire ou universitaire donnent de l'importance à l'éducation (respectivement 49% et 46% contre 24% et 29% à la santé).

Pour les Gabonais qui vivent en milieu urbain, la priorité doit être largement accordée à l'éducation (48%) par rapport à la santé (28%), alors que chez les ruraux les deux services ont quasiment la même importance (35% pour l'éducation, 32% pour la santé).

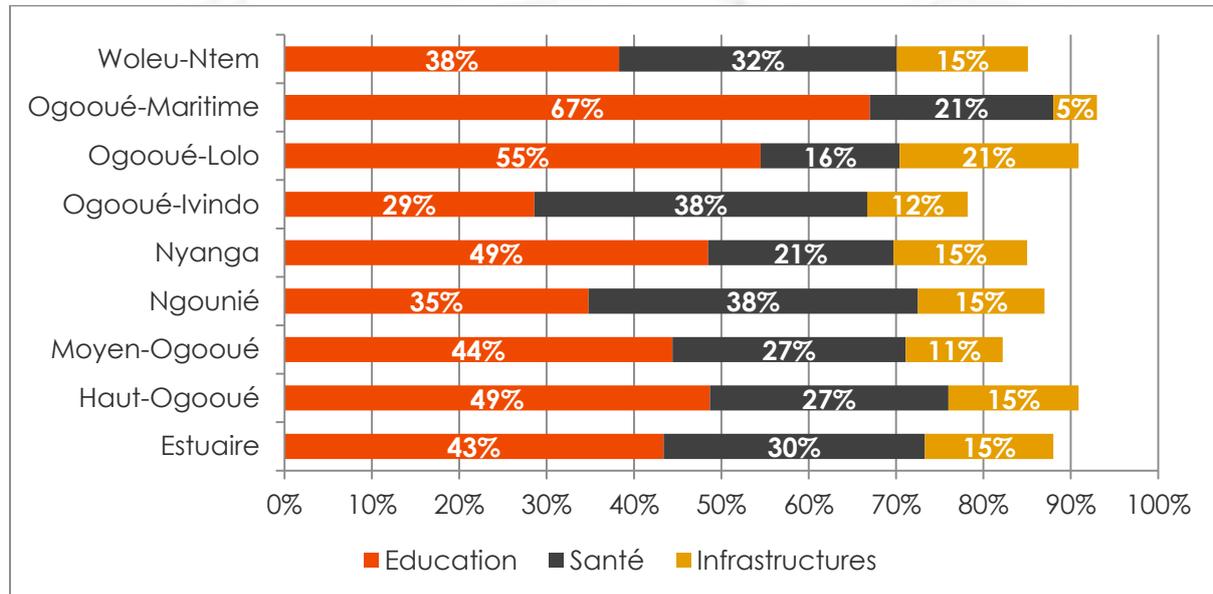
Selon les provinces, on observe que les citoyens de l'Ogooué-Maritime (67%) et de l'Ogooué-Lolo (55%) se prononcent fortement en faveur d'investissement prioritaire dans l'éducation (Figure 4). On peut noter toutefois que les provinces de la Ngounié et de l'Ogooué-Ivindo accordent une grande place aux investissements dans la santé avec 38% contre respectivement 35% et 29% pour l'éducation.

**Figure 3: Investissements additionnels prioritaires** | par âge, niveau d'instruction, milieu, et sexe | Gabon | 2015



**Question posée aux répondants:** À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? (Première réponse)

**Figure 4 : Investissements additionnels prioritaires** | par province | Gabon | 2015

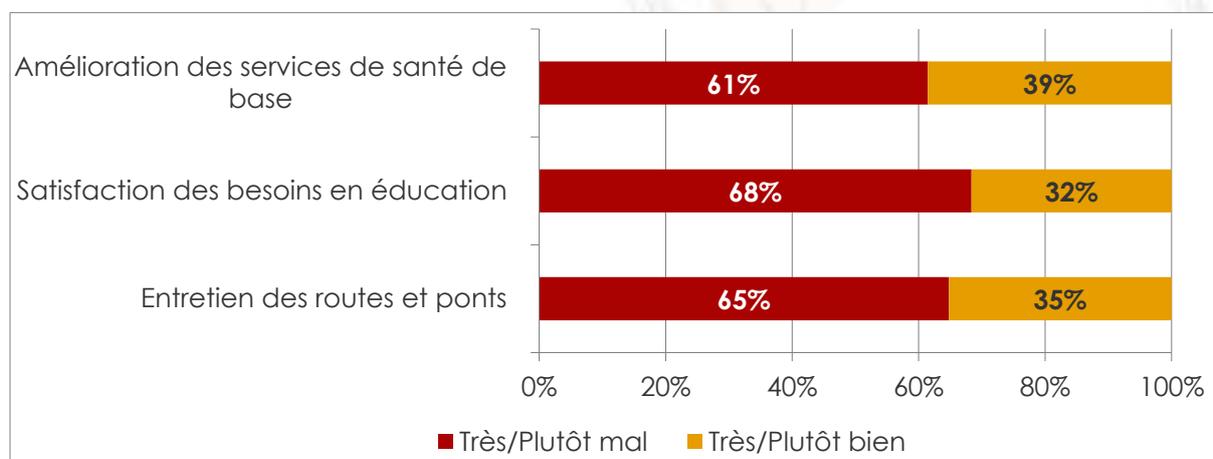


**Question posée aux répondants:** À votre avis, si le gouvernement de ce pays pouvait augmenter ses dépenses, lequel des secteurs suivants devrait être la priorité de ces investissements additionnels? [Première réponse]

### Amélioration des services et des infrastructures éducatives, sanitaires, et routières

De façon globale, on observe que les Gabonais sont insatisfaits de la performance du gouvernement en matière de ces trois secteurs prioritaires (l'éducation, les soins de santé, et les infrastructures routières). Plus de six répondants sur 10 évaluent comme « plutôt mal » ou « très mal » les efforts gouvernementaux en ce qui concerne la satisfaction des besoins en éducation (68%), l'amélioration des services de santé de base (61%), et l'entretien des routes et ponts (65%) (Figure 5).

**Figure 5: Performance du gouvernement dans les secteurs d'éducation, de santé, et d'infrastructures routières** | Gabon | 2015



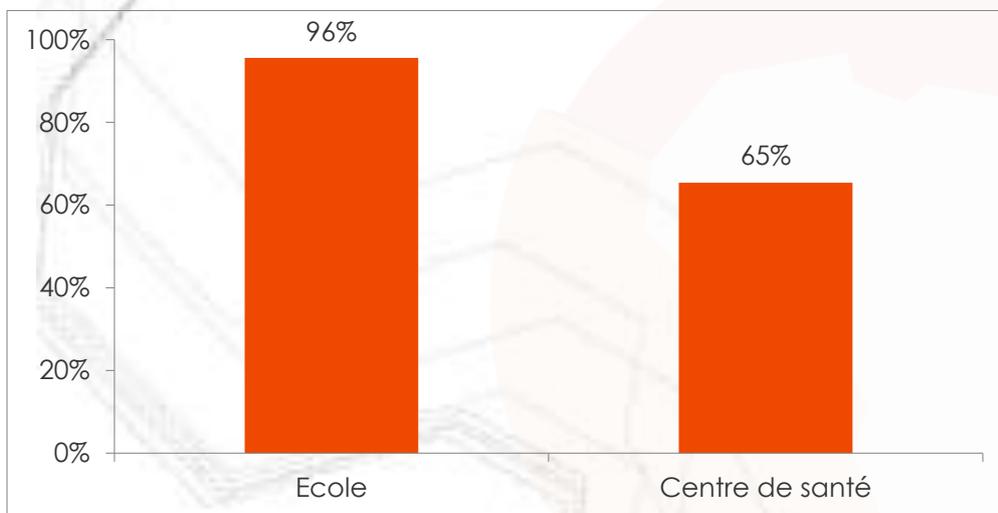
**Questions posées aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer?

## Education et santé

Pour ce qui est de la disponibilité des infrastructures éducatives et sanitaires, les équipes de terrain d'Afrobaromètre font des observations sur le terrain dans chaque secteur de dénombrement en ce qui concerne les services et équipements disponibles dans ledit secteur. Etant donné que les zones d'énumération visitées sont choisies pour représenter la population du pays dans l'ensemble, ces données fournissent des indicateurs fiables de la disponibilité des infrastructures et services.

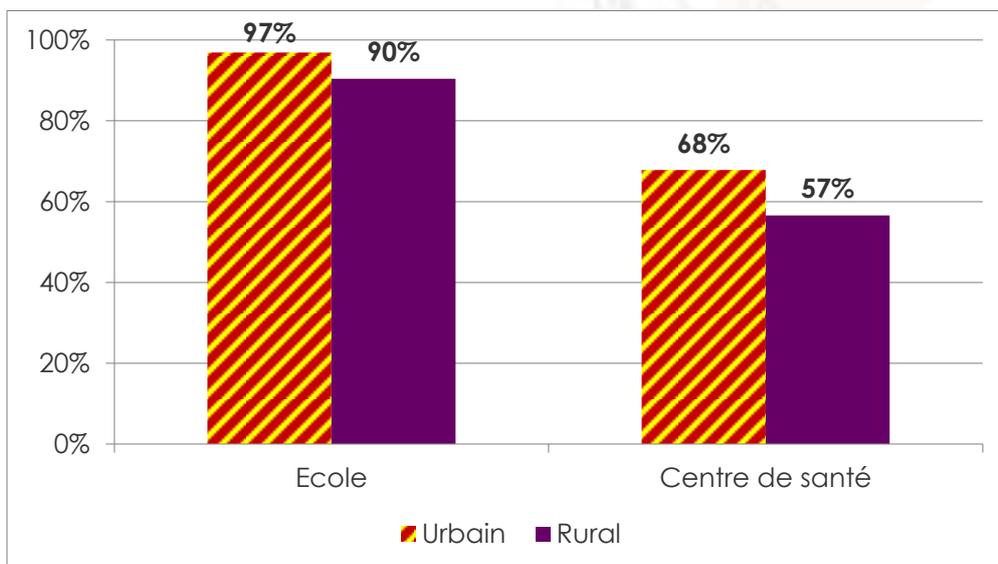
Au Gabon, 96% des secteurs enquêtés possèdent une école, et 65% ont des services de santé (Figure 6). Les disparités entre zones urbaines et rurales révèlent un désavantage pour les ruraux quant à la disponibilité des écoles (97% contre 90%) ainsi que des centres de santé (68% contre 57%) (Figure 7).

**Figure 6: Disponibilité des infrastructures éducatives et sanitaires | Gabon | 2015**



Les enquêteurs devaient rapporter si les facilités suivantes sont disponibles dans la zone de dénombrement ou à une distance de marche proche de la zone: Une école? Un centre de santé?

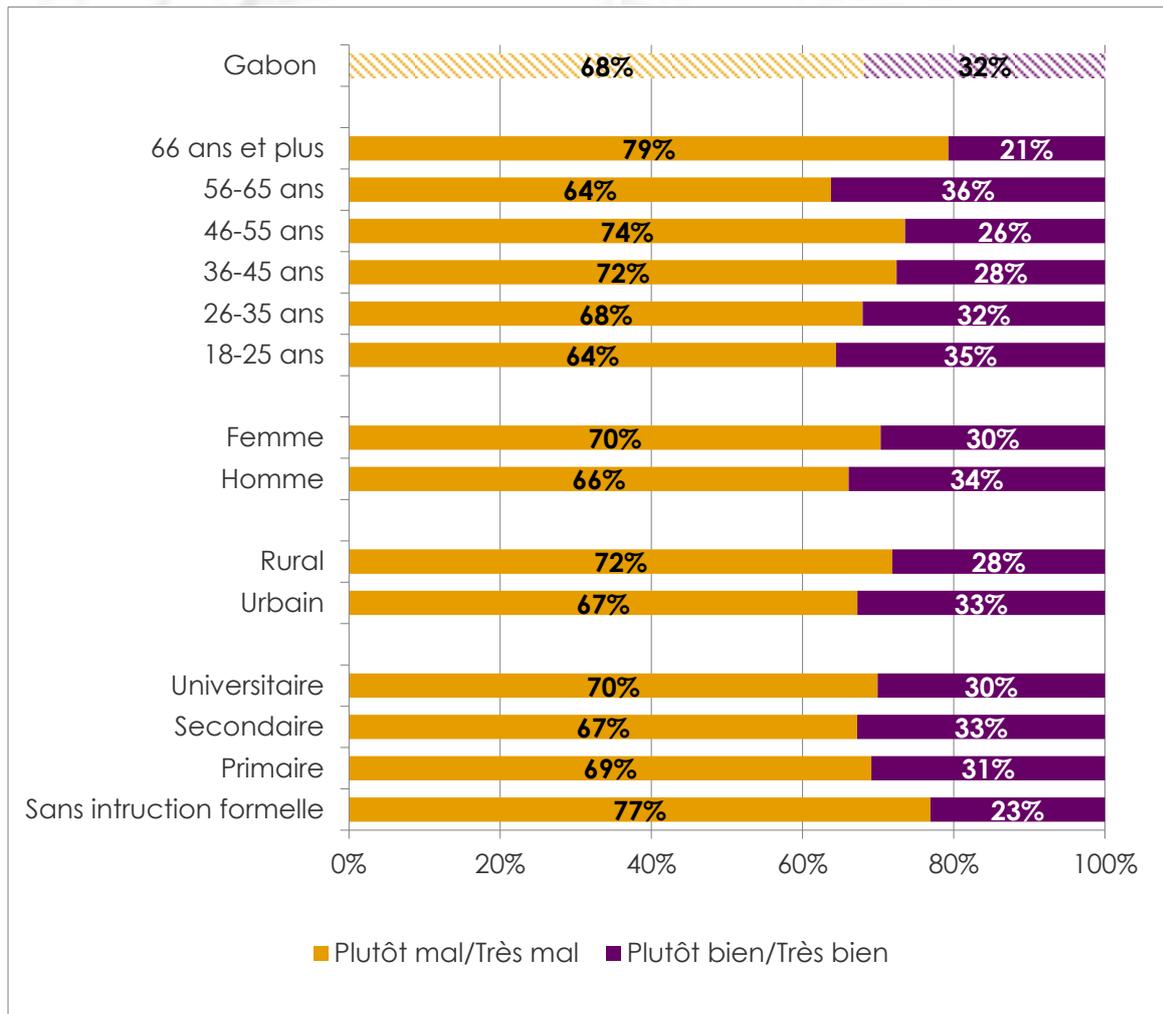
**Figure 7: Disponibilité des infrastructures éducatives et sanitaires | par milieu de résidence | Gabon | 2015**



Les enquêteurs devaient rapporter si les facilités suivantes sont disponibles dans la zone de dénombrement ou à une distance de marche proche de la zone: Une école? Un centre de santé?

Malgré la disponibilité des écoles, l'appréciation comme « très mal » ou « plutôt mal » de la performance des autorités en matière de la satisfaction des besoins en éducation est l'avis majoritaire quel qu'en soit l'âge, le sexe, le milieu de résidence, ou le niveau d'instruction du répondant (Figure 8). Les citoyens en zone rural (72% plutôt/très mal) sont plus critiques que les citadins (67%), et les femmes (70%) plus que les hommes (66%). Les plus jeunes (64% parmi ceux de 18-25 ans) sont moins critiques que les plus âgés.

**Figure 8: Satisfaction des besoins en éducation** | par âge, sexe, milieu de résidence, et niveau d'instruction | Gabon | 2015



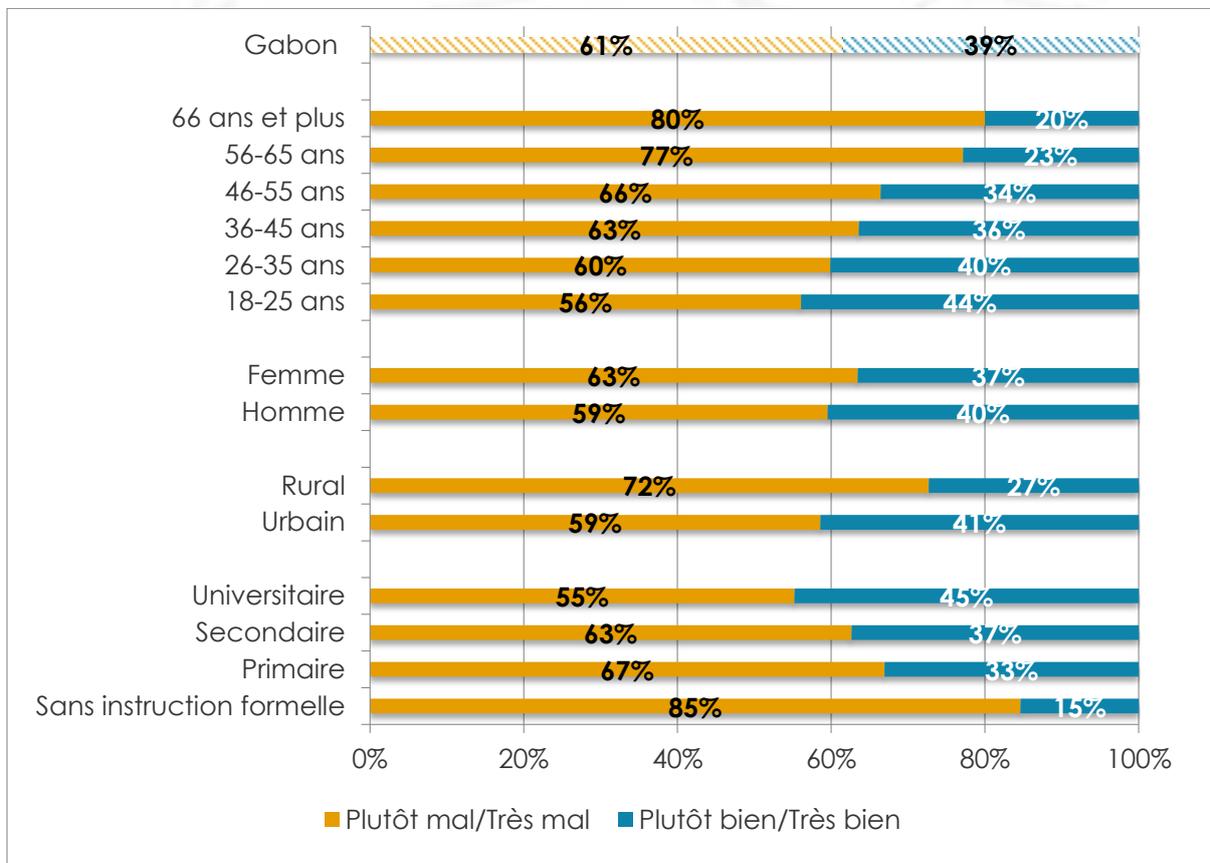
**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Satisfaction des besoins en éducation?

De même, six Gabonais sur 10 (61%) jugent que le gouvernement n'améliore pas suffisamment les services de santé, contre 39% qui pensent qu'il le fait « très bien » ou « plutôt bien » (Figure 9).

Les personnes sans instructions formelle (85%), les femmes (63%), et les personnes vivant en milieu rural (72%) jugent plus sévèrement la performance du gouvernement que les plus instruits, les hommes, et les citadins. Les plus âgés sont plus critiques que les plus jeunes.

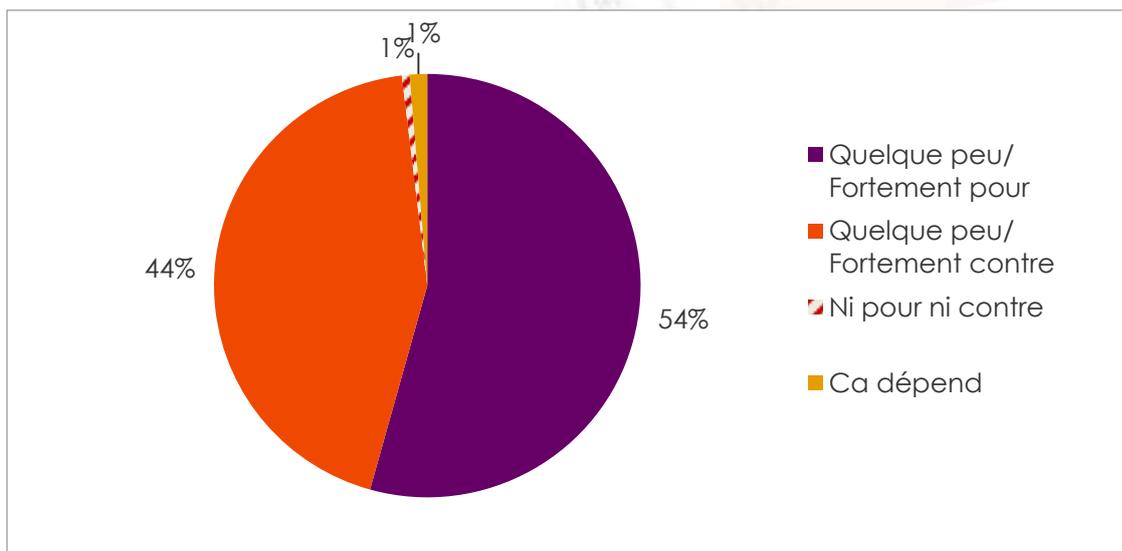
Aussi, 54% des sondés seraient favorables pour l'augmentation des impôts afin de dépenser davantage dans les soins de santé (Figure 10).

**Figure 9: Performance du gouvernement pour l'amélioration des services de santé de base | par âge, sexe, milieu de résidence, et niveau d'instruction | Gabon | 2015**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Amélioration des services de santé de base?

**Figure 10: Volonté de payer plus d'impôts pour les soins de santé | Gabon | 2015**

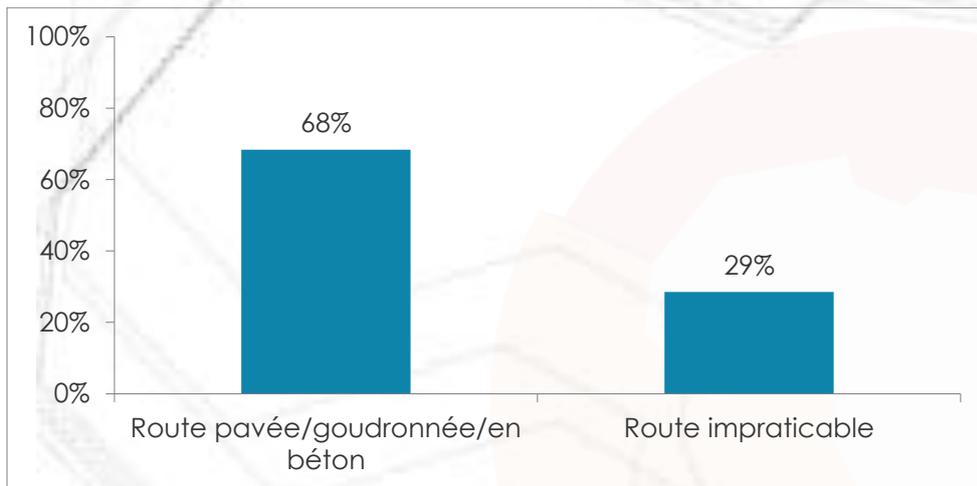


**Question posée aux répondants:** Si le gouvernement décidait d'augmenter les impôts ou les taxes afin de pouvoir dépenser davantage en soins de santé publique, seriez-vous pour ou contre cette décision?

### Infrastructures routières

Pour ce qui est des infrastructures routières, 68% des zones enquêtées ont des routes pavées/goudronnées/en béton, et 29% des zones ont des routes impraticables (Figure 11). En considérant l'ensemble de ces secteurs, les disparités entre secteurs urbains et ruraux sont assez frappants: 75% des secteurs urbains ont des routes pavées/goudronnées/en béton contre 42% des secteurs ruraux. Pour ce qui est des routes impraticables, l'écart entre secteurs urbains et ruraux est de 11 points de pourcentage: 31% pour les secteurs urbains contre 20% pour les secteurs ruraux (Figure 12).

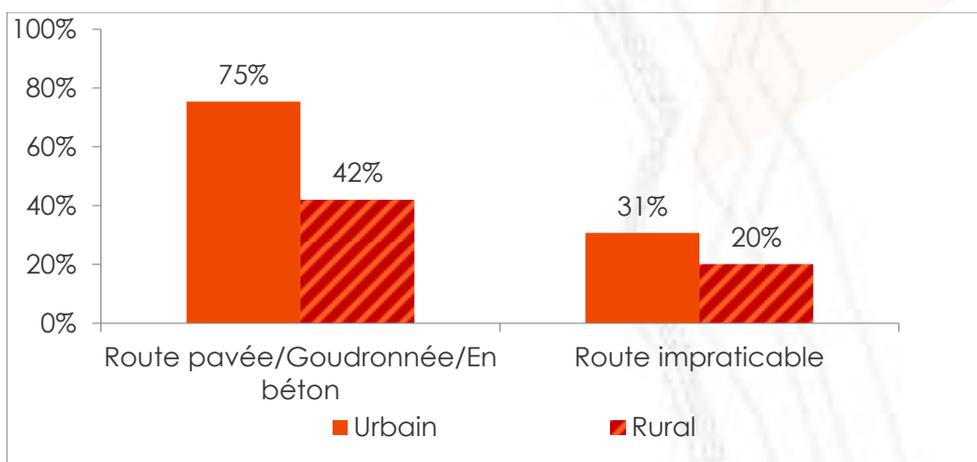
**Figure 11: Disponibilité des infrastructures routières | Gabon | 2015**



**Les enquêteurs devaient répondre aux questions suivantes:**

- Au point de départ de la zone de dénombrement, la route était-elle pavée / goudronnée / en béton?
- La route menant à cette zone de dénombrement était-elle impraticable à plusieurs endroits, par exemple à cause de l'absence ou de la destruction d'un pont, véhicule en panne, arbre tombé, ou flaque d'eau?

**Figure 12: Disponibilité des infrastructures routières | par milieu de résidence | Gabon | 2015**



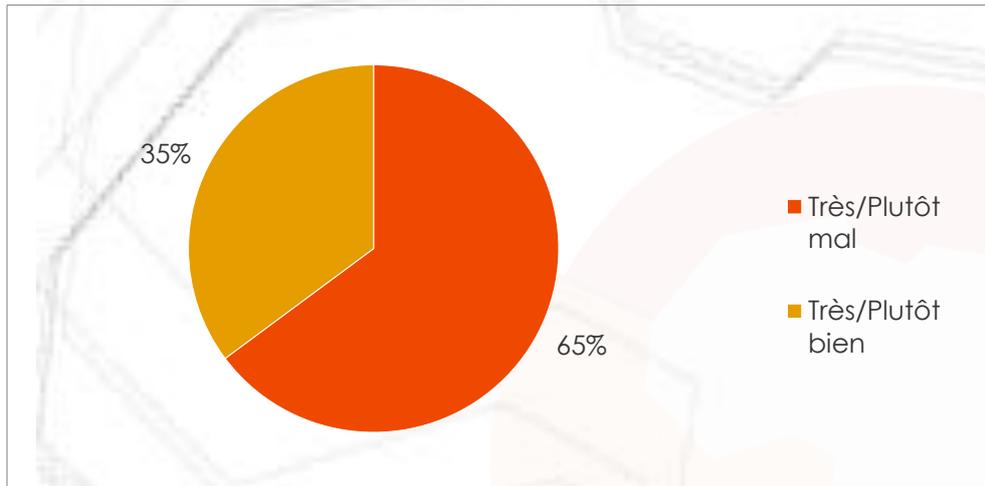
**Les enquêteurs devaient répondre aux questions suivantes:**

- Au point de départ de la zone de dénombrement, la route était-elle pavée / goudronnée / en béton?
- La route menant à cette zone de dénombrement était-elle impraticable à plusieurs endroits, par exemple à cause de l'absence ou de la destruction d'un pont, véhicule en panne, arbre tombé, ou flaque d'eau?

S'agissant de l'entretien des routes, 65% des Gabonais pensent qu'il est « très mal » ou « plutôt mal » assuré, contre 35% qui affirment qu'il est « très bien » ou « plutôt bien » faite (Figure 13).

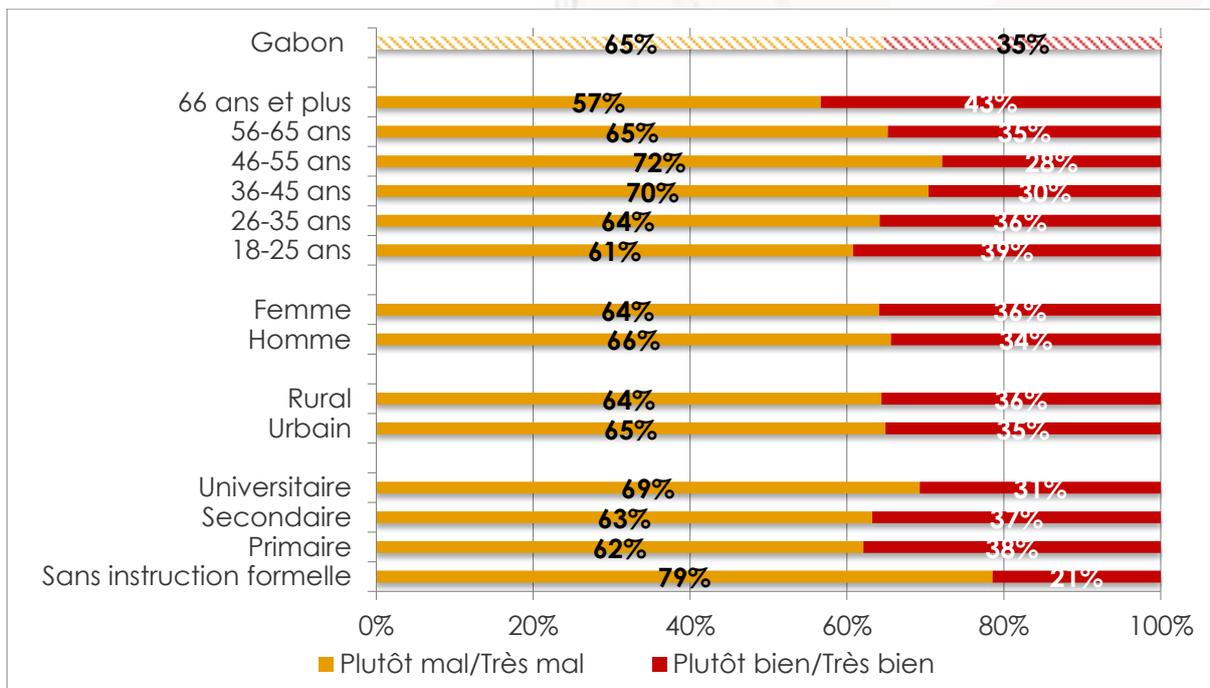
En prenant en compte les différences démographiques, on constate que les jugements portés ne varient pas par rapport à la donnée générale. Ceux qui sont sans instruction formelle sont les plus sévères à l'égard du gouvernement (Figure 14).

**Figure 13: Entretien des routes et ponts | Gabon | 2015**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Entretien des routes et ponts?

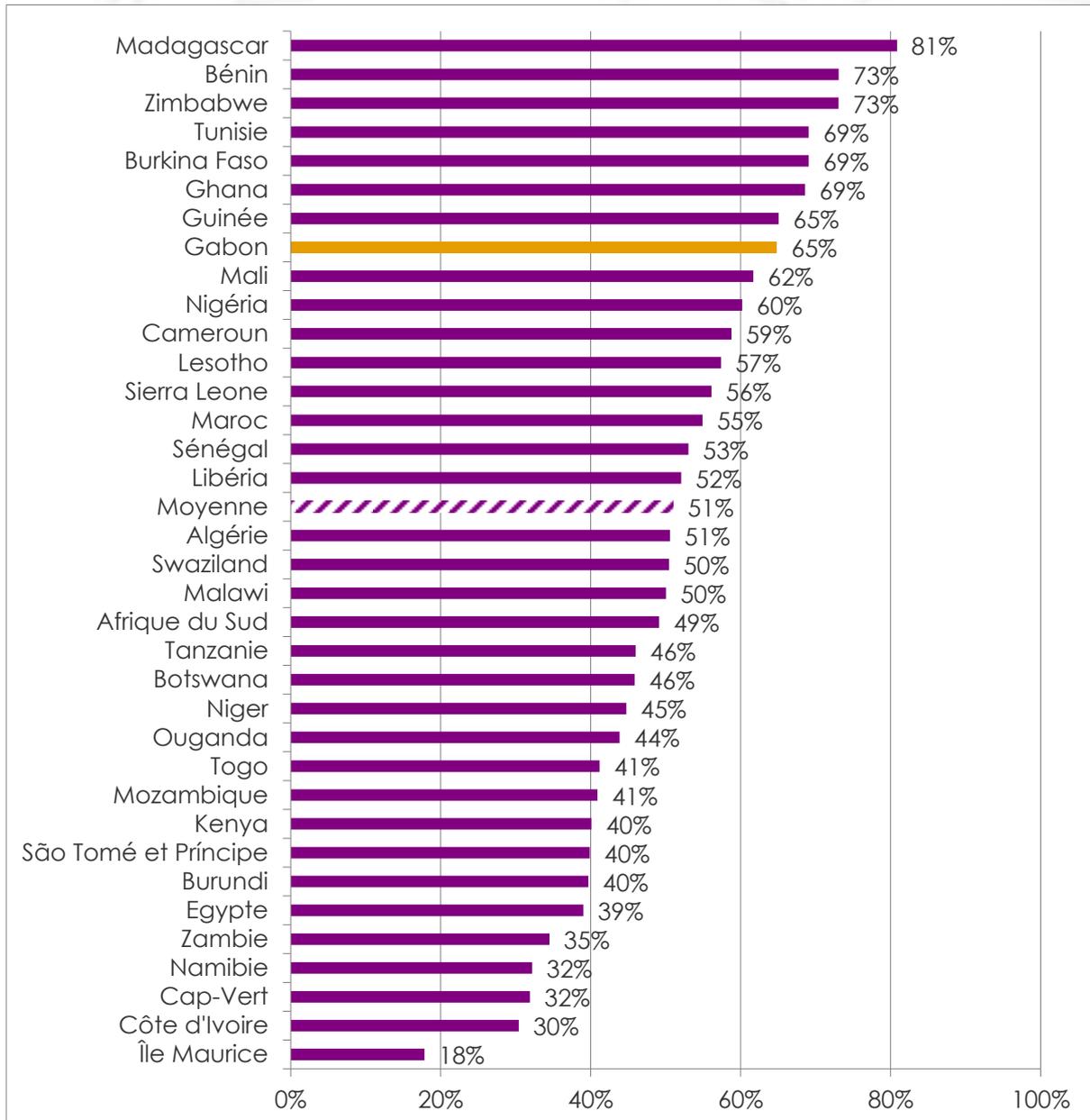
**Figure 14: Entretien des routes et ponts | par âge, sexe, milieu et niveau d'instruction | Gabon | 2015**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Entretien des routes et ponts?

Si on compare les résultats du Gabon avec 34 autres pays du continent, les Gabonais jugent plus durement la performance de leur gouvernement sur l'entretien des routes par rapport à la moyenne générale (Figure 14).

**Figure 15: Mauvais entretien des routes et ponts | 35 pays\* | 2014/2015**



**Question posée aux répondants:** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Entretien des routes et ponts? (% qui disent « plutôt mal » ou « très mal »)

\* Cette question n'a pas été posée au Soudan.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – sur n'importe quelle question, pays, ou période. C'est facile et gratuit au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Euloge Makita-Ikouaya** est chercheur au Centre d'Etudes et de Recherche en Géosciences Politiques et Prospective (CERGEP), Université Omar Bongo du Gabon. Email: eulogemakitaikouaya@gmail.com.

**Paméla Sandrine Tsogo Mouendinguy** est assistante de recherche au CERGEP, Université Omar Bongo du Gabon. Email: tsogopamela@yahoo.fr.

**Elza Nauria Yamba Namadia** est assistante de recherche au CERGEP, Université Omar Bongo du Gabon. Email: nauriyamba@yahoo.fr.

Afrobaromètre, projet collaboratif de recherche par enquêtes, est conduit par un réseau de spécialistes des sciences sociales de plus de 30 pays africains. La coordination des activités est assurée par le Centre pour le Développement Démocratique (CDD) au Ghana, l'Institut de Justice et de la Réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institut de Recherche Empirique en Économie Politique (IREEP) au Bénin, et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) à l'Université de Nairobi au Kenya. L'Université de l'État de Michigan et l'Université de Cape Town fournissent de l'assistance technique au projet.

Afrobaromètre est soutenu financièrement par le Département britannique pour le développement international (DFID), l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), la Banque Mondiale, et la Fondation Mo Ibrahim.

Pour plus d'informations, veuillez visiter [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

**Dépêche No. 95, Afrobaromètre | 1 juin 2016**